

Admission exceptionnelle au séjour

DOCUMENTS À FOURNIR /PRODUIRE ORIGINAUX ET COPIES

Les documents doivent être accompagnés, le cas échéant, de leur traduction en français par un traducteur interprète agréé près la Cour d'Appel

Vous sollicitez un premier titre de séjour (sans présentation de visa long séjour) : vous devez fournir au dépôt du dossier un timbre fiscal de 100 euros (quelle que soit la décision qui sera apportée à votre demande)

☐ 2 photographies d'identité récentes (format 35 mm x 45 mm – norme ISO/IEC 19794 – 5 : 2005)

☐ Justificatif d'état civil et de nationalité :

- passeport (pages relatives à l'état civil, aux dates de validité, aux cachets d'entrée et aux visas) ou à défaut autres justificatifs (attestation consulaire, carte d'identité, carte consulaire avec photo...) ;
- une copie intégrale de l'acte de naissance ;
- si l'étranger est marié et/ou a des enfants : carte de séjour du conjoint ou carte d'identité ; extrait d'acte de mariage, extraits d'acte de naissance des enfants avec filiation ou livret de famille.

☐ Justificatif de domicile datant de moins de 6 mois :

- facture d'électricité (ou gaz, eau, téléphone fixe, accès à internet) ; ou bail de location de moins de 6 mois ou quittance de loyer (si locataire) ; ou taxe d'habitation ;
- si hébergement à l'hôtel : attestation de l'hôtelier et facture du dernier mois ;
- en cas d'hébergement chez un particulier : attestation de l'hébergeant datée et signée, copie de sa carte d'identité ou de sa carte de séjour, et acte de propriété (ou relevé de taxe d'habitation ou copie du bail de location de l'hébergeant ou facture d'électricité, gaz, eau, téléphone fixe ou accès à internet de l'hébergeant).

☐ Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demandeur est marié et ressortissant d'un État autorisant la polygamie).

☐ Le contrat d'engagement à respecter les principes de la République daté et signé

☐ Pour les demandes « métier en tension » :

- les pages de 1 à 14 du formulaire de demande d'admission exceptionnelle au séjour et d'autorisation de travail au titre des métiers en tension ;
- tous bulletins de salaire ;
- vos contrats de travail et leurs avenants ;
- preuves attestant de l'activité réalisée et/ou en cours ;

☐ Justificatifs permettant d'apprécier les « considérations humanitaires » ou les « motifs exceptionnels » (circonstances humanitaires particulières, exercice antérieur d'un emploi, volonté d'intégration sociale, compréhension du français, qualification professionnelle, etc.) :

- présentation du projet d'insertion sociale et professionnelle (promesse d'embauche éventuelle, contrat de travail, fiches de payes) pour chaque membre du couple le cas échéant ;
- certificats de scolarité depuis le début (pour chaque enfant) ainsi que leurs résultats scolaires (les 3 trimestres) de l'année précédente et ceux de l'année en cours
- justificatifs attestant de la durée de présence en France (avis d'imposition, CMU/AME, CAF...)
- justificatifs relatifs à des services rendus dans le domaine culturel, sportif, associatif, civique ou économique,
- justificatifs, s'il y a lieu, relatifs aux trois années d'activité ininterrompue au sein d'un ou plusieurs organismes agréés pour l'accueil, l'hébergement ou le logement des personnes en difficultés, pièces justifiant du caractère réel et sérieux de l'activité et des perspectives d'intégration, rapport établi par le responsable de l'organisme d'accueil mentionnant l'agrément
- pour une admission au titre d'une activité professionnelle, fournir impérativement, en complément d'une promesse d'embauche ou d'un contrat de travail, des fiches de payes, le formulaire CERFA 15186*03, un extrait k-bis de l'entreprise, une attestation de compte à jour URSSAF ou MSA ainsi qu'une Attestation de Vigilance de l'Employeur (AVE) ; qualification / diplômes / formations / titres ; expériences professionnelles à faire valoir ;
- toutes pièces récentes (2025-2026) utiles à l'examen de votre demande.

Admission exceptionnelle au séjour

DOCUMENTS À FOURNIR /PRODUIRE ORIGINAUX ET COPIES

Les documents doivent être accompagnés, le cas échéant, de leur traduction en français par un traducteur interprète agréé près la Cour d'Appel

Vous avez déjà déposé une demande en préfecture, ou votre rendez-vous s'inscrit dans le cadre d'un réexamen de votre situation : vous n'êtes pas concerné par le timbre fiscal de 50 euros

☐ 2 photographies d'identité récentes (format 35 mm x 45 mm – norme ISO/IEC 19794 – 5 : 2005)

☐ Justificatif d'état civil et de nationalité :

- passeport (pages relatives à l'état civil, aux dates de validité, aux cachets d'entrée et aux visas) ou à défaut autres justificatifs (attestation consulaire, carte d'identité, carte consulaire avec photo...) ;
- une copie intégrale de l'acte de naissance ;
- si l'étranger est marié et/ou a des enfants : carte de séjour du conjoint ou carte d'identité ; extrait d'acte de mariage, extraits d'acte de naissance des enfants avec filiation ou livret de famille.

☐ Justificatif de domicile datant de moins de 6 mois :

- facture d'électricité (ou gaz, eau, téléphone fixe, accès à internet) ; ou bail de location de moins de 6 mois ou quittance de loyer (si locataire) ; ou taxe d'habitation ;
- si hébergement à l'hôtel : attestation de l'hôtelier et facture du dernier mois ;
- en cas d'hébergement chez un particulier : attestation de l'hébergeant datée et signée, copie de sa carte d'identité ou de sa carte de séjour, et acte de propriété (ou relevé de taxe d'habitation ou copie du bail de location de l'hébergeant ou facture d'électricité, gaz, eau, téléphone fixe ou accès à internet de l'hébergeant).

☐ Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demandeur est marié et ressortissant d'un État autorisant la polygamie).

☐ Le contrat d'engagement à respecter les principes de la République daté et signé

☐ Pour les demandes « métier en tension » :

- les pages de 1 à 14 du formulaire de demande d'admission exceptionnelle au séjour et d'autorisation de travail au titre des métiers en tension ;
- tous bulletins de salaire ;
- vos contrats de travail et leurs avenants ;
- preuves attestant de l'activité réalisée et/ou en cours ;

☐ Justificatifs permettant d'apprécier les « considérations humanitaires » ou les « motifs exceptionnels » (circonstances humanitaires particulières, exercice antérieur d'un emploi, volonté d'intégration sociale, compréhension du français, qualification professionnelle, etc.) :

- présentation du projet d'insertion sociale et professionnelle (promesse d'embauche éventuelle, contrat de travail, fiches de payes) pour chaque membre du couple le cas échéant ;
- certificats de scolarité depuis le début (pour chaque enfant) ainsi que leurs résultats scolaires (les 3 trimestres) de l'année précédente et ceux de l'année en cours
- justificatifs attestant de la durée de présence en France (avis d'imposition, CMU/AME, CAF...)
- justificatifs relatifs à des services rendus dans le domaine culturel, sportif, associatif, civique ou économique,
- justificatifs, s'il y a lieu, relatifs aux trois années d'activité ininterrompue au sein d'un ou plusieurs organismes agréés pour l'accueil, l'hébergement ou le logement des personnes en difficultés, pièces justifiant du caractère réel et sérieux de l'activité et des perspectives d'intégration, rapport établi par le responsable de l'organisme d'accueil mentionnant l'agrément
- pour une admission au titre d'une activité professionnelle, fournir impérativement, en complément d'une promesse d'embauche ou d'un contrat de travail, des fiches de payes, le formulaire CERFA 15186*03, un extrait k-bis de l'entreprise, une attestation de compte à jour URSSAF ou MSA ainsi qu'une Attestation de Vigilance de l'Employeur (AVE) ; qualification / diplômes / formations /titres ; expériences professionnelles à faire valoir ;
- toutes pièces récentes (2025-2026) utiles à l'examen de votre demande.

**FICHE DE RENSEIGNEMENTS POUR LE DÉPÔT D'UNE DEMANDE D'ADMISSION
EXCEPTIONNELLE AU SÉJOUR (AES)**

TOUTES LES RUBRIQUES SONT OBLIGATOIRES.
Écrivez «néant» si une rubrique ne vous concerne pas.

ÉTAT CIVIL

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM : Prénom :

Si vous êtes mariée, nom d'épouse :

Date de naissance : __/__/____ Lieu de naissance : Pays :

Nationalité :

NOM et prénom du père : N° étranger (le cas échéant) :

NOM et prénom de la mère : N° étranger (le cas échéant) :

Adresse actuelle (le cas échéant, précisez le nom de l'hébergeur ou le nom de l'hôtel/du foyer):

Code postal :

Commune :

Téléphone :

Adresse mail :

ENTRÉE EN FRANCE

Date d'entrée en France : __/__/____ ☐ Sans visa ☐ Avec un visa D ☐ Avec visa C

Votre n° VISABIO :

Avez-vous une demande d'asile en cours : ☐ Oui ☐ Non

Avez-vous déjà formulé une demande de titre de séjour : ☐ Oui ☐ Non

Si oui, veuillez indiquer votre n° étranger à 10 chiffres :

TITRE DE SÉJOUR DEMANDÉ

☐ Vie privée et familiale :

- ☐ En tant que parent d'enfant scolarisé
- ☐ En tant que conjoint/pacsé/concubin d'une personne en situation régulière ou française
- ☐ En tant que jeune majeur + par l'aide sociale à l'enfance
- ☐ Vous résidez en France depuis au moins 10 ans
- ☐ Vous travaillez pour un OACAS (organisme d'accueil communautaire et d'activités solidaires)
- ☐ Autre (précisez) :

☐ Salarié ou travailleur temporaire :

- ☐ Vous disposez d'un cerfa de demande d'autorisation de travail (n°15186*03)
- ☐ Vous ne disposez pas d'un cerfa de demande d'autorisation de travail
- ☐ Vous travaillez pour un OACAS (organisme d'accueil communautaire et d'activités solidaires)
- ☐ Vous travaillez dans un métier en tension
- ☐ Autre (précisez) :
- ☐ Vous avez travaillé sous couvert d'un alias : ☐ Oui ☐ Non
- Si oui, veuillez indiquer sous quelle identité :
- ☐ Vous avez travaillé sous couvert d'un faux titre : ☐ Oui ☐ Non
- Si oui, veuillez indiquer la nature du document :

SITUATION FAMILIALE

☐ Célibataire ☐ Concubin(e) ☐ Pacsé(e) ☐ Marié(e) ☐ Veuf/Veuve ☐ Divorcé(e) ☐ Séparé(e)

Date du mariage ou du pacs ou du certificat de concubinage : __/__/____

CONJOINT/PARTENAIRE/CONCUBIN	
--	--

NOM : Prénom : N°étranger :

Date de naissance : __/__/____

Lieu de naissance : Pays : Nationalité :

Lieu de résidence : ☐ France ☐ Autre (précisez) :

Titre de séjour en cours de validité : ☐ Oui (précisez les dates):

☐ Non

ENFANTS	
1	2
3	4
5	6
7	8
9	10
11	12
13	14
15	16
17	18
19	20
21	22
23	24
25	26
27	28
29	30
31	32
33	34
35	36
37	38
39	40
41	42
43	44
45	46
47	48
49	50
51	52
53	54
55	56
57	58
59	60
61	62
63	64
65	66
67	68
69	70
71	72
73	74
75	76
77	78
79	80
81	82
83	84
85	86
87	88
89	90
91	92
93	94
95	96
97	98
99	100

[illegible]

Autre(s) membre(s) de votre famille résidant en France :

[illegible]

Autre(s) membre(s) de votre famille résidant à l'étranger :

[illegible]

SITUATION PROFESSIONNELLE

[illegible]

SITUATION SCOLAIRE EN FRANCE

Année scolaire passée ou en cours	Cursus (précisez si en alternance)	Établissement	Diplôme obtenu (oui/non)

MAÎTRISE DE LA LANGUE FRANÇAISE

J'atteste avoir une maîtrise orale (au moins élémentaire) de la langue française :

- ☐ OUI
☐ NON

☐ Je certifie sur l'honneur que les informations figurant sur ce questionnaire sont exactes et je m'engage à en justifier.

☐ Je certifie sur l'honneur ne pas avoir déposé la même demande dans un autre département.

☐ Je certifie sur l'honneur ne pas vivre en état de polygamie dans le cas où j'ai la nationalité d'un pays autorisant cette pratique

NB : Toute information renseignée de manière incomplète ou erronée est susceptible de compromettre l'instruction de la demande.

Fait à :

Le :

Signature du demandeur

DOCUMENTS À TRANSMETTRE AVEC LE QUESTIONNAIRE

- ☐ Justificatif de nationalité (Copie des pages d'état civil du passeport)
- ☐ Justificatif d'entrée en France (Copie du visa et du tampon d'entrée en France)
- ☐ Justificatif d'état civil (acte de naissance)
- ☐ Justificatif de domicile (avec attestation d'hébergement et copie de la pièce d'identité de l'hébergeur le cas échéant)
- ☐ Demande d'autorisation de travail (Formulaire cerfa N°15186*03) datée et signée par votre employeur (uniquement pour le cas « salarié ou travailleur temporaire »)
- ☐ Certificat établi par votre employeur attestant des périodes travaillées (uniquement pour le cas « salarié ou travailleur temporaire »)



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR
ET DES OUTRE-MER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CONTRAT D'ENGAGEMENT À RESPECTER LES PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE

La France m'a accueilli sur son sol. Dans le cadre de ma demande de délivrance ou de renouvellement d'un document de séjour, je m'engage solennellement à respecter les principes de la République française définis ci-après.

Je m'engage à respecter la liberté personnelle, la liberté d'expression et de conscience, l'égalité entre les femmes et les hommes, la dignité de la personne humaine, la devise et les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution, l'intégrité territoriale, définie par les frontières nationales, et à ne pas me prévaloir de mes croyances ou de mes convictions pour m'affranchir des règles communes régissant les relations entre les services publics et les particuliers.

Je suis informé que si je ne souscris pas cet engagement, le préfet me refusera la délivrance du document de séjour.

Je suis également informé qu'en cas d'agissements délibérés portant une atteinte grave à un de ces principes, commis dans un cadre public ou privé, et constitutifs d'un trouble à l'ordre public, le préfet pourra refuser le renouvellement de mon document de séjour, voire le retirer et, en conséquence, prendre une décision d'éloignement.

Engagement n° 1 : le respect de la liberté personnelle

Je m'engage à respecter la vie privée de chaque personne ainsi que le secret de son domicile et de sa correspondance.

Je m'engage à respecter sa liberté d'aller et venir et à n'entraver, en aucune manière, sa capacité de communiquer avec autrui.

Je m'engage à respecter la liberté de chaque personne dans le choix de son conjoint.

Engagement n° 2 : le respect de la liberté d'expression et de conscience

Je m'engage à m'abstenir de tout acte de prosélytisme exercé sous la contrainte, la menace ou la pression, dans le but de faire adhérer une autre personne à mes valeurs, mes principes, mes opinions ou convictions, ma religion ou encore mes croyances.

Je m'engage à ne pas faire obstacle, par la contrainte, la menace ou la pression, à l'expression par toute personne de ses valeurs, de ses principes, de ses opinions ou convictions, de sa religion ou encore de ses croyances.

Engagement n° 3 : le respect de l'égalité entre les femmes et les hommes

Je m'engage à n'adopter aucune attitude sexiste et donc, à ne pas faire subir à une personne des discriminations qui seraient fondées sur le sexe.

Au sein des services publics, je m'engage à ne pas perturber le fonctionnement du service et à adopter le même comportement vis-à-vis de l'agent public, qu'il soit un homme ou une femme.

Engagement n° 4 : le respect de la dignité de la personne humaine

Je m'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de chaque personne.

Je m'engage à respecter l'égale dignité de tous les êtres humains, sans discrimination d'aucune sorte, notamment celles fondées sur l'origine, les opinions ou la religion, et en respectant l'orientation sexuelle de chaque personne.

Je m'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique d'une autre personne, quel que soit mon lien de parenté avec celle-ci.

Je m'engage à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

Engagement n° 5 : le respect de la devise et des symboles de la République

Je m'engage à respecter la devise de la République qui est « Liberté, Egalité, Fraternité ».

Je m'engage à ne pas outrager en public l'hymne national, la « Marseillaise », ou l'emblème national, le drapeau tricolore.

Je m'engage à ne pas provoquer à la commission de ce type d'actes répréhensibles.

Engagement n° 6 : le respect de l'intégrité territoriale de la France

Je m'engage à ne pas remettre en cause, par des actions de nature à troubler l'ordre public ou en incitant à de telles actions ou en participant à une ingérence étrangère, la délimitation des frontières de la France et la souveraineté qu'elle exerce sur son territoire, en métropole comme outre-mer.

Engagement n° 7 : le respect du principe de laïcité

Au sein des services publics, je m'engage à ne pas contester la légitimité d'un agent public ni exiger une adaptation du fonctionnement du service public ou d'un équipement public, en me fondant sur mes propres croyances ou considérations religieuses.

Fait à, le

NOM, PRÉNOM et SIGNATURE :



PRÉFÈTE DU RHÔNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture
Direction des migrations et
de l'intégration
Bureau des examens
spécialisés

Lyon, le

ATTESTATION

Je soussigné(e)

atteste sur l'honneur ne pas vivre en état de polygamie en France.

*Fait à,
le*